

Rencontrer



Marcel Gauchet

« L'expérience
démocratique par
excellence, c'est celle
de la **contradiction** »

Figure de la scène intellectuelle française,
il a publié plusieurs essais ayant fait date.
Mais le personnage – philosophe et historien –
divise. Pour ses détracteurs, il a viré néoréac.
Ses aficionados saluent, au contraire,
son âpre lucidité. Convaincu que l'époque s'égare
dans bien des domaines, l'intéressé assure
toutefois ne pas fétichiser le passé.

Recueilli par Marie Boëton
Photo : Frédéric Stucin pour La Croix L'Hebdo



POURQUOI LUI

Marcel Gauchet ne laisse pas indifférent. Par sa production intellectuelle, d'abord. Plusieurs de ses essais ont fait date, qu'ils traitent de la sécularisation en Occident (*Le Désenchantement du monde*, en 1985), de l'inflation des droits individuels (*La Démocratie contre elle-même*, en 2002) ou encore de l'épineuse question de la transmission (*Pour une philosophie politique de l'éducation*, en 2013). Certains ouvrages donnent de l'horizon... les siens assurément. Il ne laisse pas indifférent, ensuite, par ses prises de position. L'historien et philosophe – par ailleurs ancien rédacteur en chef de la revue *Le Débat* – divise la scène intellectuelle. Certains saluent un homme affranchi de la bien-pensance et de la tyrannie de l'opinion. D'autres y voient un intellectuel qui, sous couvert de questionnements, n'est ni plus ni moins qu'un défenseur zélé de la tradition. voire l'une des figures de proue des néoréactionnaires.

Nous sommes allés à sa rencontre, une matinée d'automne, dans son petit bureau des éditions Gallimard, pour revenir sur son parcours intellectuel et les controverses qui l'ont émaillé. Sans tabou.

Macron, les leçons d'un échec est le titre de votre dernier ouvrage. Que lui reprochez-vous ?

Emmanuel Macron a été élu sur la promesse de sortir des affrontements stériles entre gauche et droite mais aussi, et surtout, de remédier au malheur français, de sortir du déclin. Quatre ans plus tard, force est de constater que la promesse n'a pas été tenue. Le moral du pays reste marqué par le même pessimisme sur le destin collectif. Le sentiment d'impuissance du politique reste très puissant, comme la défiance à l'égard des élus. L'échec est à la mesure de la grande ambition initiale. La raison principale me semble être l'insuffisance du diagnostic : Emmanuel Macron avait bien senti le malaise de la société, d'où sa percée politique, mais son analyse de la situation est restée superficielle. Il n'a pas pris la mesure du mal-être de pans entiers de la société. La preuve, il s'est retrouvé totalement pris de court – comme toute la classe politique – par le mouvement des « gilets jaunes ».

Vous êtes critique, et depuis longtemps, des élites politiques en place. Quels sont vos griefs ?

Le problème tient à une grille de lecture aussi contraignante qu'appauvrissante, qui les empêche de saisir la complexité du réel et son évolution.

Le résultat en est l'incapacité de répondre aux questions profondes qui se posent aux acteurs, au-delà de la gestion immédiate du quotidien. Les outils fournis par l'économie ont pris à ce point le pouvoir dans la tête de nos dirigeants qu'ils leur ont fait oublier la politique... Mais l'économie ne fait pas une société, si importante soit-elle !

Vous avez échangé avec nombre de politiques, y compris Emmanuel Macron durant la campagne de 2017. Comment accueillent-ils cette critique ?

Ils l'écoutent poliment. Mais la prégnance du modèle « catalogue de mesures » se révèle toujours la plus forte. Ils peuvent vous suivre lorsque vous plaidez la nécessité de commencer par poser les problèmes de fond. Mais dès que vous essayez d'introduire dans la discussion un peu de recul – historique notamment – la protestation ne se fait pas attendre :

« Ah non, on ne va pas revenir sur le passé ! Il faut aller de l'avant. Ce qu'il nous faut, ce sont des solutions ! » On reste dans la proposition de solutions à des problèmes qui n'ont jamais été clairement posés... Ils passent donc à côté de la cible ! Le discours politique se rétrécit aux dimensions d'un marché des intérêts et des droits. Mais l'expérience humaine n'est pas faite que de calcul d'intérêts, de savoirs techniques ou de raisonnements juridiques. Ce qui fait une société c'est l'histoire, la langue, l'intelligence des rapports humains. L'ignorer fait des ravages. C'est sans doute vis-à-vis du monde du travail que cette cécité est la plus spectaculaire.

C'est-à-dire ?

Les managers s'arrêtent aux résultats du *reporting* et au calcul de la productivité. Ce n'est pas absurde en soi mais cela méconnaît complètement la réalité du travail et le sens que celui-ci revêt pour les travailleurs... à commencer par l'aspiration à un travail bien fait ! On assiste là à une vraie fracture culturelle entre les salariés et la direction des entreprises.

C'est vous qui avez théorisé la notion de « fracture sociale », popularisée par Jacques Chirac, est-ce ce à quoi vous faites référence ici ?

Non. La question de la fracture sociale est beaucoup plus large que la fracture très spécifique que

je pointe ici. Si je parle de fracture culturelle, c'est au sens où le dialogue n'est plus possible entre, d'un côté, l'ouvrier et, de l'autre, le jeune techno qui arrive en entreprise avec les yeux rivés sur le résultat financier...

Vous déploriez tout à l'heure que le politique esquivé « les questions de fond ». Lesquelles par exemple ?

La construction européenne en offre l'exemple patent : nous souscrivons, dans le cadre de l'UE, sans examen approfondi ni débat public, à des engagements qui desservent notre pays. La France avait besoin, par exemple, d'une politique industrielle ambitieuse nécessitant d'énormes investissements publics pour accéder à l'excellence mondiale (contrairement à l'Allemagne qui était déjà au niveau). Mais la vision de marché distillée par Bruxelles nous l'a interdit. En acquies-

çant à ses dogmes, nous nous sommes désarmés. La question de la défense de nos intérêts dans ce cadre n'a jamais été sérieusement posée...

« Ce qui fait une société, c'est l'histoire, la langue, l'intelligence des rapports humains. L'ignorer fait des ravages. »

Vous voyez l'individualisation par le droit comme « un fait civilisationnel central dans le monde occidental ». Dites-nous en plus.

Il faudrait beaucoup plus que quelques phrases. Je me limiterai à un constat qui illustre le chemin parcouru en quelques décennies. Des mots comme « obligation », « contrainte », « devoir » – et quelques autres du même genre – sont devenus à peu près imprononçables, si ce n'est pour les dénoncer. Et pourtant, la vie en société peut-elle s'en passer ? Car nous nous inscrivons dans un collectif qui, par essence,

suppose des choix, des priorités, des hiérarchies. Or, on fait désormais prévaloir ses droits, son confort, son temps de travail... sans se préoccuper de savoir comment on fait société. La fameuse phrase de Kennedy, « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays », serait imprononçable aujourd'hui !

Depuis dix-huit mois pourtant, les Français ont consenti à rogner – et largement – sur leurs droits individuels pour protéger leurs aînés ou éviter l'engorgement des urgences, non ?

Oui mais l'essentiel n'est pas là. Regardez la façon



Macron, les leçons d'un échec

Marcel Gauchet vient de publier deux ouvrages qui analysent le monde politique français. Co-écrit avec Eric Conan et François Azouvi, *Macron, les leçons d'un échec* (Stock, 320 p., 20,90 €) dissèque le quinquennat du président sortant. Dans *La Droite et la Gauche. Histoire et destin* (Gallimard, 176 p., 14 €), Marcel Gauchet revisite la singularité de l'histoire politique du pays à travers cette division et questionne sa pertinence aujourd'hui.



dont Emmanuel Macron nous a « *vendu* » – avec beaucoup d’habileté, d’ailleurs – le passe sanitaire. Il n’a pas dit : « *L’intérêt collectif exige que la vaccination devienne obligatoire.* » Non, surtout pas. Il a dit : « *Il est dans votre intérêt de vous faire vacciner car cela vous ouvrira les portes des cinémas et des restaurants.* » C’est typique ! Il a contourné l’idée d’obligation. Imaginez, dans une société comme celle-là, la nécessité de se défendre militairement... Va-t-on dire : « *Il est dans votre intérêt de vous engager dans l’armée* » ? Heureusement que ce n’est pas à l’ordre du jour. Donc, oui, pour revenir à votre question, je crois vraiment que l’individualisation par le droit est devenue centrale dans nos sociétés. Et cela impacte tout. À commencer par l’idée même de transmission, donc l’éducation.

En quoi ?

L’enfant est désormais considéré comme un être de droit. Il a des droits, bien sûr, mais une fois cela posé, comment éduque-t-on un *être de droit* ? Cela pose immédiatement la question des contenus. Car transmettre un contenu revient, de fait, à inscrire l’enfant dans une histoire et dans un champ de savoirs... qui ne se choisissent pas. Ils représentent une contrainte objective vis-à-vis de laquelle personne n’est libre. Problème... C’est ainsi qu’on assiste à une mise à l’écart de l’idée de transmission (ceux qui savent enseignent à ceux qui ne savent pas) au profit de l’idée d’apprendre (l’enfant construit lui-même ses apprentissages). L’école ne se sent plus légi-

time à imposer un savoir ; elle ne fait plus qu’accompagner une libre démarche d’acquisition par soi-même.

Pour vous, ce changement de cap s’opère en 1968, c’est cela ?

Oui, disons que c’est la première irruption de cette nouvelle vague d’individualisation.

Vous avez, vous-même, participé à Mai 68 en tant qu’étudiant. Le regrettez-vous ?

Je ne renie rien et je n’en fais pas davantage un titre de gloire. Il y a un acquis fondamental de Mai 68 dans la société française : cette secousse a amené un style égalitaire dans les rapports sociaux, et ce quels que soient les titres et fonctions de chacun. C’est une transformation tout à fait salutaire. Ce qu’il y a à rejeter dans 68, en revanche, ce sont les délires politiques qui se sont greffés dessus.

À titre personnel, il y a longtemps que j’ai fait mon autocritique par-devers moi à l’égard de ce que j’ai pu penser ou faire sur le moment. Sur le plan intellectuel, en particulier, j’ai donné dans le structuralisme. J’y ai même sauté à pieds joints. (*Rires.*) J’avais l’enthousiasme du néophyte qui découvrait Lévi-Strauss, Lacan, Derrida, Foucault... On croyait alors que la linguistique, la psychanalyse, l’ethnologie nous ouvraient une forme de scientificité de la connaissance du sujet qui nous éloignait à jamais des vieilles sornettes apprises à l’école. J’en suis revenu. Ces erreurs de jeunesse m’ont été très utiles pour la suite.

En quoi ?

Elles m'ont appris à me remettre en question, à m'ouvrir aux arguments des autres. Ensuite, toute ma vie, j'ai tenté d'ajuster en permanence ce que je pensais à ce que j'apprenais.

Ce qui ne vous empêche pas d'avoir des détracteurs. En 2014, l'auteur Édouard Louis s'était offusqué que vous inauguriez les « Rendez-vous de l'histoire » de Blois. Une pétition appelait au boycott de la manifestation. Quel regard portez-vous sur cette controverse ?

Être critiqué ne m'a pas affecté plus que cela, c'est le lot normal de la vie intellectuelle. Ce qui m'a stupéfié, en revanche, c'est la volonté de m'empêcher de parler. Cela ne faisait, au fond, que préfigurer la « *cancel culture* » désormais bien connue...

Édouard Louis mettait en cause vos prises de position sur le mariage homosexuel ou vos questionnements sur la capacité des personnes de même sexe à élever des enfants. Qu'en dites-vous aujourd'hui ?

C'est une allégation mensongère pour la bonne raison que je ne me suis jamais exprimé publiquement sur ces questions. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que j'ai donné la parole, en tant que rédacteur en chef de la revue *Le Débat*, à des auteurs qui se posaient des questions à ce sujet, ce qui est très différent. Je précise qu'ils le faisaient de manière tout à fait posée et argumentée et que j'ai aussi publié des articles d'un avis opposé. Mais, aux yeux de ces nouveaux fanatiques, s'interroger sur le bien-fondé de leur cause est déjà intolérable. C'est la nouvelle plaie de notre débat public : nous vivons à une époque où le seul fait de poser une question peut être perçu comme une insulte. C'est aberrant.

Mais certaines questions ne sont-elles pas, en soi, insultantes ? Si vous posiez la question de savoir si une femme peut spéculer aussi bien qu'un homme, je pourrais prendre cela comme une insulte. Tout peut-il être sujet à débat ?

Mais, oui ! Pour moi, oui, tout peut être sujet à débat. Et pour une raison simple : nous sommes des sociétés en mouvement. Les questions que soulèvent certains peuvent nous paraître pénibles ou

absurdes mais elles ont un sens car elles renvoient à un passé qui continue d'être vivant. D'où la nécessité de s'en expliquer continuellement. Les évidences nouvelles ne le sont pas pour tout le monde. Pour reprendre votre exemple, je conçois que ce doute sur l'égalité entre hommes et femmes soit perçu comme injurieux. Mais il faut passer outre, en mettant son interlocuteur dans la position d'argumenter ce qui n'est qu'un préjugé hérité, et pas n'importe lequel puisqu'il a dominé l'histoire humaine. C'est en fait la voie de sortie du préjugé. Donner la parole à tous reste la meilleure manière de pacifier cette évolution et, j'ajouterais même, de l'accélérer. Et sur un plan plus général, il faut admettre une fois pour toutes que l'expérience démocratique par excellence est celle de la contradiction, y compris lorsqu'elle nous confronte à ce qui nous déplaît souverainement.

La revue *Le Débat* a cessé de paraître l'an dernier. Son fondateur, Pierre Nora, déplorait il y a peu : « Il n'y a plus d'intellectuel, il n'y a plus que des engagés. » Pensez-vous de même ?

Oui, et c'est un des motifs qui nous ont conduits à la décision d'arrêter la revue. La recherche désintéressée de l'intelligence des situations tend à être remplacée par la critique militante de ces situations. Cela stérilise la vie intellectuelle.

Vous vous dites « observateur neutre ». Mais est-ce réellement possible ? Ne sommes-nous pas tous engagés d'une façon ou d'une autre ?

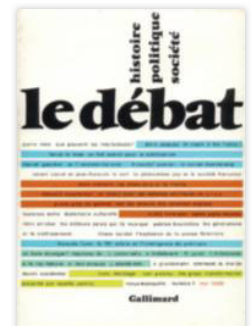
Je ne suis pas un observateur neutre, je m'efforce de l'être. Nous avons tous, bien sûr, des positions et des préférences mais nous pouvons les dépasser pour produire une pensée ap-

propriable par ceux qui ne partagent pas ces positions. Les grands auteurs en sont l'illustration : nous connaissons leurs partis pris, mais nous tirons profit de les lire même quand nous rejetons ceux-ci. C'est cela être neutre : parvenir à un bien intellectuel commun indépendamment de ses positions de départ. Il faut viser cet objectif, sans quoi la société n'est qu'un dialogue de sourds.

Ne l'est-elle pas devenue, de fait, quand on voit l'hystérisation fréquente des débats ?

Le problème, aujourd'hui, c'est que si vous parlez calmement, personne n'écoute. Il n'y a que le clash et la transgression qui font recette.

« C'est la nouvelle plaie de notre débat public : nous vivons à une époque où le seul fait de poser une question peut être perçu comme une insulte. »



Le Débat
L'historien Pierre Nora fonde cette revue en 1980 et nomme Marcel Gauchet rédacteur en chef pour « défendre un travail de réflexion et de critique ». Haut lieu de la vie intellectuelle française, la revue a publié de nombreux penseurs nationaux : Raymond Aron, Michel Foucault, Claude Lévi-Strauss, Mona Ozouf... Elle cesse de paraître en septembre 2020, après 210 numéros, ses fondateurs estimant qu'« une nouvelle logique a stérilisé le débat intellectuel ».

Cela explique-t-il, en partie au moins, le phénomène Zemmour ?

En partie seulement. Car cela va plus loin que cela : Éric Zemmour est perçu comme celui qui ose parler de ce qui tracasse les gens et qu'ils n'ont pas le droit d'exprimer dans l'espace public. Il tranche avec le langage aseptisé des politiques, ce langage d'apaisement gestionnaire qui euphémise tout ce qui pourrait déranger. L'écho qu'il rencontre révèle le besoin d'un porte-parole des gens ordinaires. La règle démocratique devrait être l'absence totale de tabou dans l'expression des préoccupations des citoyens, à la seule condition du respect de la dignité de chacun. Une ligne rouge avec laquelle il flirte dangereusement.

Comment analysez-vous la montée du populisme actuel ?

Il est fondamentalement une protestation contre l'impuissance des pouvoirs. C'est une demande de maîtrise du destin collectif. Et cette demande est totalement légitime dans son principe... même si ensuite peuvent s'y greffer mille choses absurdes.

Où s'origine cette impuissance, selon vous ?

Elle est d'abord d'ordre intellectuel. Certaines contraintes sévères, celles qui résultent de la mondialisation au premier chef, entravent le politique. Or, quand la mesure en a-t-elle été prise ?

Quand notre personnel politique s'est-il donné la peine d'élaborer une doctrine sur la manière de nous situer au sein de cette économie mondiale qui alimente une immense inquiétude sur notre avenir ? C'est là qu'est la lacune, et elle est béante. On demande aux gens de s'adapter... sans leur dire à quoi. Nous subissons la situation sans y faire face en conscience. Cela ne nous donnerait pas de moyens concrets, mais cela serait déjà le premier pas d'une ressaisie.

Il y a une quarantaine d'années, vous avez théorisé la sécularisation du monde occidental dans un ouvrage resté célèbre *Le Désenchantement du monde*. Ne notez-vous pas une résurgence du religieux ?

La sortie de la religion est en marche, et partout. Mais, attention, pas forcément sur le mode de l'adhésion enthousiaste. Le choc est parfois si déstabilisateur dans certaines régions du monde qu'il suscite la révolte et des réaffirmations du religieux. Mais la lame de fond est là, notamment parce que notre modèle civilisationnel s'impose

un peu partout sur le globe. Le monde s'occidentalise culturellement via la mondialisation des échanges. Alors, c'est vrai, cela heurte nombre de traditions. C'est d'ailleurs tout l'enjeu des sociétés non occidentales que de négocier la façon dont elles vont s'approprier cette modernité tout en préservant leur héritage.

Comment vous positionnez-vous, à titre personnel, sur la religion ?

J'y suis extérieur. C'est seulement un champ d'études pour moi, mais pas n'importe lequel, tant la question qu'il pose est vertigineuse. L'humanité a été religieuse d'aussi loin qu'on la connaisse, et sans exception. La question est désormais de savoir,

de l'intérieur de notre sortie de la religion, si cette sortie nous emmène simplement ailleurs ou si nous continuons d'être habités par ce qui a fait de nos ancêtres des êtres de religion.

Nos sociétés sont passées « de la transmission du sens à la quête de sens », écrivez-vous. C'est-à-dire ?

C'était un confort spirituel et moral extraordinaire de s'appuyer sur des repères arrêtés une fois pour toutes. C'était une contrainte pesante, certes, mais aussi une aide puissante. Désormais, nous jouissons du confort de la liberté, mais nous le payons aussi de l'inconfort

de la désorientation. Il nous faut apprendre à vivre avec cet inconfort, en écartant les faux retours à l'âge béni des convictions unanimes.

Se poser des questions, toujours...

Mais oui, j'insiste ! Nous sommes pris entre les prêcheurs de réponses toutes faites et, ce qui est peut-être pire, les marchands d'anesthésiques qui veulent nous vendre un monde où il n'y aurait plus lieu de se poser de questions. L'inconfort de notre nouvelle condition, c'est de devoir se battre pour garder les questions ouvertes sans avoir de réponses catégoriques à y apporter. Je suis convaincu que l'humanité a fait d'immenses progrès : le respect démocratique de la dignité des personnes, l'égalité des conditions, tout cela est décisif. Simplement, nous avons mené cette bataille dans l'illusion selon laquelle, au bout du progrès, il y aurait quelque chose comme le repos d'une harmonie générale. Eh bien, non ! Au bout du progrès, on trouve de nouveaux problèmes et on est obligé de se poser de nouvelles questions. ☺

« Désormais,
nous jouissons
du confort
de la liberté,
mais nous
le payons aussi
de l'inconfort de
la désorientation. »